

Les délais de communicabilité

Les documents non communicables aux termes de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, modifiée par l'ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques sont soumis aux délais de communicabilité définis par la loi du 15 juillet 2008 reprise dans le livre II du Code du patrimoine (art. L 213-1 à L 213-8).

	Délai de communicabilité
Régime de principe	immédiatement communicable
Délibérations du gouvernement, relations extérieures, monnaie et crédit public, secret industriel et commercial, recherche des infractions fiscales et douanières	25 ans
Secret de la défense nationale, politique extérieure de l'État, sûreté de l'État, sécurité publique	50 ans
Protection de la vie privée	50 ans
Documents portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une personne physique	50 ans
Statistiques : cas général	25 ans
Statistiques collectées par des questionnaires portant sur des faits et comportements privés (dont recensements)	75 ans avec dérogation
Dossiers de juridictions	75 ans ou 25 ans après le décès (exceptions : voir plus bas)
Naissances	75 ans ou 25 ans après le décès
Mariages	75 ans ou 25 ans après le décès
Décès	immédiatement communicables
Minutes et répertoires des notaires	75 ans ou 25 ans après le décès (exceptions : voir plus bas)
Dossiers des juridictions et enquêtes de police en matière d'agressions sexuelles	100 ans ou 25 ans après le décès
Documents qui se rapportent aux mineurs (vie privée, dossiers judiciaires, minutes et répertoires des notaires)	100 ans ou 25 ans après le décès
Dossiers de personnel	50 ans ou 25 ans après le décès
Secret médical	120 ans après la naissance ou 25 ans après le décès
Sécurité des personnes (agents secrets)	100 ans
Armes de destruction massive	incommunicable